



APPEL À CONTRIBUTION

18 mars 2026

Le présent appel à contribution lancé par le think tank panafricain KANU (Knowledge for Africa's New Uprising) vise à réaliser l'édition 2027 de la revue de géopolitique *L'Etat de l'Afrique*.

1/ Historique de *L'Etat de l'Afrique*

L'Etat de l'Afrique est un projet de connaissance qui a vu le jour en 2023 et qui vise à élaborer une perspective africaine de l'Afrique et du monde. L'ambition annoncée est de fournir une boussole annuelle à tous ceux qui veulent comprendre l'Afrique sans biais ni préjugé.

Les éditions 2024, 2025 et 2026 de *L'Etat de l'Afrique* ont été rédigées et publiées par le fondateur de la revue, Maurice Simo Djom.

À partir de l'édition 2027, la revue connaît sa première mutation et devient un ouvrage collectif dirigé par le fondateur de la revue.

Le présent appel à contribution s'adresse à tout chercheur (peu importe sa nationalité) soucieux de mener des analyses intègres, sincères et valorisantes au sujet de l'Afrique.

2/ Contexte et justification du projet

Acteur du jeu multipolaire, l'Afrique se trouve à un tournant de son histoire où elle est appelée à choisir elle-même le rôle qu'elle entend jouer dans le contexte international qui est à la ré-articulation des rapports de force par suite de l'épuisement des macro-équilibres post-Deuxième Guerre mondiale.

Deux faits observés en 2022 et 2023 ont servi de déclics à *L'Etat de l'Afrique*.

D'une part, le vote organisé au sein de l'Assemblée générale des Nations unies en 2022 suite au déclenchement de la guerre en Ukraine a permis de constater un désalignement, un découplage de plusieurs diplomaties africaines par rapport à la ligne soutenue par les pays de l'OTAN, à savoir la condamnation de la Russie.

D'autre part, le 15^{ème} Sommet des BRICS de juillet 2023 a constitué un événement historique. En 1884-1885, le sort de l'Afrique contemporaine avait été discuté par les puissances coloniales à Berlin, à 6000 kilomètres de l'Afrique, en l'absence du moindre Africain.

En 1944, aucun pays africain n'était présent à la Conférence de Bretton Woods qui avait organisé le monde post-Deuxième Guerre Mondiale, ceci alors que deux pays africains étaient indépendants et auraient pu y participer, l'Afrique du Sud et l'Ethiopie.

Il en est allé autrement du Sommet de Johannesburg de 2023 qui a consacré l'élargissement des BRICS. Non seulement il se tenait en Afrique, et que tous les pays africains y étaient conviés, mais aucun pays de l'Atlantique Nord n'y était invité et enfin, à cette occasion, deux pays africains (L'Ethiopie et l'Egypte) ont intégré le groupe des BRICS qui pilote la réorganisation du monde sous l'égide du mouvement multipolaire.

Le Sommet de Johannesburg a rassemblé « 45% de la population mondiale, 35% du PIB mondial, 30% de la production énergétique mondiale et 22% de la production mondiale des biens et services. (EA2025). Signe des temps, le président français Emmanuel Macron a émis le vœu d'être convié à l'événement, mais en vain. Il s'agit là d'une sorte de match retour qui a commencé 140 ans après la Conférence de Berlin.

Depuis 2022, on observe le renforcement de cette tendance à l'effritement des arrangements de Bretton Woods, à la désagrégation du bloc occidental, à l'émergence de nouvelles logiques de pouvoir et au renforcement des axes Sud-Sud alors qu'émergent de nouveaux dispositifs multilatéraux, construits à partir du Sud et totalement étrangers au contrôle des puissances de l'hémisphère Nord.

Contrairement à une opinion qui a la peau dure, l'Afrique a pris la pleine mesure des enjeux actuels et futurs. Travaillé par des dynamiques anciennes issues des configurations géopolitiques passées, le continent cherche lentement mais non moins difficilement sa voie. Du Sahara occidental aux Grands lacs en passant par le Sahel, l'héritage querellé mais pas encore subverti de la colonisation, à savoir des frontières artificielles porteuses de conflictualités profondes, rythment les interactions parfois sous la forme de guerre sous les faux drapeaux alors que les prédatons et les politiques d'extraction néolibérales mondiales croisent des convoitises locales et des tensions intestines.

Certains pays ont d'ores et déjà pris conscience de cet atout dont l'histoire les gratifie, à savoir se saisir des marges de manœuvre que l'inflexion géopolitique leur offre. C'est ainsi qu'ils se mettent à reconfigurer les mythologies fondatrices de l'imaginaire collectif, à savoir les hymnes nationaux, les langues officielles, les programmes scolaires, les relectures de l'histoire coloniale qui menacent de déboucher sur des exigences de réparation, autant de réformes qui font valoir le symbole comme arme de combat géopolitique. D'autres annoncent des réformes de mix énergétique ou des restructurations de chaînes de valeur internes voire encore des réformes de codes miniers pour mieux capitaliser les ressources naturelles dont disposent leurs sols et sous-sols. Des marchés sont reconfigurés, à l'instar du marché bancaire où des acteurs locaux prennent le relais de banques européennes qui lèvent le voile... (EA2024) Dans les cas les plus radicaux, on affronte le militarisme et le paternalisme néocoloniaux pour assumer les défis sécuritaires et communautaires.

L'Etat de l'Afrique a été pensé pour scruter ce match retour, ce mouvement de plaques géopolitiques mondiales qui a des ramifications implacables sur le continent. Mais il s'agit de le scruter pour orienter son cours et le façonner plutôt que l'admirer en spectateur étourdi ou de le subir en victime résignée.

Le projet prend appui sur le constat que les perspectives existantes en matière de géopolitique (généralement eurocentrées) accordent traditionnellement à l'Afrique une place marginale, ceci alors que le continent dispose d'atouts et de potentialités à même de faire de lui un acteur géopolitique pouvant contribuer significativement à redessiner la carte. Ainsi, tout traité de littérature ou de géopolitique mondiale réserve à l'Afrique un chapitre, généralement en annexe qui présente les faits de façon sommaire, avec paternalisme et simplisme, donnant étonnamment la part belle à des démarches voilées de crucifixion de la victime, de célébration des bourreaux, de confusion de responsabilités et de déni d'histoire.

Or, avec son immensité géographique, sa diversité culturelle, sa vivacité démographique, l'intensité des enjeux stratégiques qui structurent autant les jeux intra-africains que les relations avec le reste du monde, l'Afrique mérite mieux qu'un chapitre en annexe sous forme d'un miroir déformant. C'est la raison d'être de ce concept de narration géopolitique qui allie profondeur historique, prime à la représentation et prospective pointue.

3/ Structure de la revue

L'Etat de l'Afrique se présente sous la forme d'une revue annuelle de géopolitique qui paraît en début d'année en version numérique et en version papier. Chaque édition scrute les événements de l'année N-1 (1^{er} janvier- 31 décembre), recense les faits, les analyse en tendances et regroupe les tendances en dimensions (ou

dynamiques). L'option des tendances en lieu et place des chapitres est un parti pris délibéré qui valorise l'approche holistique ambitieuse faite à la fois d'introspection dans l'actualité, de rétrospective (plongée dans le background historique) et de prospective : prévisions et évolutions possibles, probables ou souhaitées.

La charpente est constituée de sept dimensions structurantes et d'une annexe (7+1). Les éventuels contributeurs sont appelés à prendre connaissance des orientations suivantes afin de faire des propositions adaptées :

Dimension numéro 1 : Le fait marquant de l'année

Le chercheur intéressé par cette rubrique opérera un choix dans la palette des événements qui interviennent en cours d'année 2026 en Afrique et proposera un angle de traitement valorisant, pertinent, original et fondé sur un background historique fort capable de révéler la richesse de la perspective. Il devra motiver son choix et présenter les articulations de son traitement en deux, trois ou quatre tendances complémentaires. En cas de validation, le contributeur éventuel pourra, s'il le souhaite, accepter des collaborations avec d'autres contributeurs également intéressés par ce fait marquant.

Dimension numéro 2 : L'Afrique dans le monde

Plusieurs contributions seront retenues dans cette dimension qui scrute les rapports entre l'Afrique et le reste du monde. Les faits d'actualité sont rapportés et analysés sous le prisme des marges de manœuvre de l'Afrique dans le jeu mondial. Seront scrutés les enjeux de la coopération bilatérale et multilatérale rythmées par les sommets asymétriques ; les projections africaines des grandes puissances, les conflits des grandes puissances sur les enjeux africains...

Dimension numéro 3 : Intégration

Cette dimension est consacrée à l'analyse des faits d'actualité qui interviennent durant l'année 2026 en rapport avec le thème et les enjeux de l'intégration. Les candidats sont appelés à suivre l'actualité de l'année dans ce qu'elle offre à comprendre le destin des CER et de l'UA. Les thèmes débattus lors des sommets de l'UA, de la CEDEAO, de l'UEMOA, de la CEN-SAD et j'en passe ; les évolutions enregistrées dans les conflits régionaux en termes de médiation et d'alliances sous-régionales ainsi que les recompositions observées dans les CER structureront cette dimension. Optant pour l'approche diachronique, l'analyse s'attellera à identifier à chaque fois l'élément nouveau par rapport aux années précédentes.

Dimension numéro 4 : Guerres, conflits, crises et rivalités

La guerre au Soudan et dans les grands lacs, la guerre asymétrique dans le Sahel, au Cameroun, les menaces hybrides, les crises et tensions diplomatiques Maroc/Algérie, Niger/Benin, Côte d'Ivoire/Burkina Faso, Mali/Algérie, etc. Autant de champs qui structureront cette partie consacrée à l'analyse des conflictualités de

tous les degrés. Il ne s'agit pas de ressasser les angles de traitement des media mainstream, mais de faire preuve d'ingéniosité pour offrir au lecteur des grilles de lecture des conflits qui rendent compte de la complexité du réel et de la sincérité du diagnostic. En tout état de cause, les approches dénuées de pertinence et d'originalité seront rejetées.

Dimension numéro 5 : Mémoires, identités et imaginaires

La géopolitique de la représentation occupe une place importante dans l'analyse de *L'Etat de l'Afrique*. Les rapports au passé, aux symboles, à la projection dans l'avenir, la relecture des rapports de force à l'aune des motifs de la contre-culture, tout cela peut générer une abondante analyse semblable aux précédentes effectuées dans les éditions 2024, 2025 et 2026.

Dimension numéro 6 : Élections et démocratie

Dans le contexte d'Etats-nations artificiels, les élections sont des moments d'expression de tensions sociales parfois débordantes. Il appartient aux chercheurs de suivre les rendez-vous électoraux du continent en 2026 pour en tirer une analyse géopolitique en termes de reconfigurations des rapports de pouvoir internes et externes.

Dimension numéro 7 : Economie & finance

Ce champ est celui de la géoéconomie, il observe les rapports de pouvoir africains sur les échiquiers non militaires et plus précisément sur les différents échiquiers de la guerre économique. L'actualité des matières premières, de l'énergie, de la fiscalité, des échanges transfrontaliers, etc. constitue autant de soubassement analytique susceptible de montrer comment l'Afrique évolue dans la compréhension de la guerre économique.

Annexe

Il est institué, depuis la première édition, une partie en fin de volume intitulée « Le reste du monde ». L'Afrique ne vivant pas sur une île, il est primordial, dans une revue de géopolitique africaine, de prêter l'oreille aux dynamiques qui travaillent les autres parties du monde, priorité à l'Amérique latine, au Moyen-Orient et à l'Asie. Ne seront pas en reste : l'Europe et l'Amérique du Nord. Le but de l'analyse est de fournir aux Africains les clés de navigation heureuse dans le chaos d'un monde en pleine recomposition.

4/ Consigne aux contributeurs

L'Etat de l'Afrique n'étant pas une revue classique qui s'écrit sous le mode traditionnel des contributions libres, ouvertes et des varia, le comité recommande aux contributeurs de lire attentivement les éditions antérieures de *L'Etat de l'Afrique*

afin de s'imprégner des logiques analytiques de la revue, à mi-chemin entre la chronique des faits d'actualité et l'analyse historique de la longue durée relevant de l'École des Annales.

Par ailleurs, la lecture assidue des éditions antérieures permettra aux contributeurs d'éviter des répétitions absurdes et des contresens grossiers. L'âme de la revue réside dans l'articulation intelligente entre sacralité des faits et rigueur de l'analyse. Tout sujet retenu exige un monitoring continu qui permet la recension des faits intervenus pendant l'année N-1, puis, la mise en relations des faits dans un faisceau qui rend l'analyse pertinente et originale.

Loin d'être classique et thématique, la titrologie des tendances est spécifique dans la mesure où il s'agit dès l'abord de saisir le sens dans lequel s'orientent les dynamiques observées.

Dans leurs résumés, les contributeurs indiqueront quelles ressources bibliographiques leur permettront de densifier l'analyse des faits d'actualité et d'animer le débat. S'appuyer sur les ouvrages majeurs du répertoire actuel et passé ajoute de la densité à l'analyse. Toutefois, les développements théoriques et les revues de littérature gagneraient à être limités à ce qui est nécessaire à la démonstration. De même, les niveaux de titres doivent se limiter à deux (parties et sous-parties).

Dans le but de garantir l'intégrité et la crédibilité du projet de connaissance, les contributions seront soumises à des tests de détection de plagiat et d'usage abusif de l'IA. Seront purement et simplement rejetés les travaux ne respectant pas les règles d'intégrité intellectuelle.

Les propositions de résumé en 3 pages maximum, précisant la dimension ciblée, le nom et prénom de(s) auteur(s), la spécialité, la justification du sujet proposé, avec objet du message « Soumission EA2027 » devront être envoyées au comité de sélection à l'adresse : simdjom@yahoo.fr.

En cas de sélection, la direction de la revue, après avis du comité de lecture, prendra contact avec l'auteur afin de fixer les dernières étapes avant publication.

5/ Calendrier de soumission des contributions

- Lancement de l'appel à contributions : 18 mars 2026
- Date limite de réception des résumés : 10 juin 2026
- Notifications d'acceptation, de rectification ou de rejet aux auteurs : 20 juin 2026
- Date butoir de réception des propositions de chapitres complets : 31 décembre 2026

- Retour des expertises et renvoi (si nécessaire) des textes retenus aux auteurs pour corrections finales : 30 janvier 2027
- Retour des chapitres corrigés et définitifs : 20 février 2027
- Fin des vérifications et dépôt de la mouture finale chez l'éditeur : 20 mars 2027
- Date estimée de fin des travaux d'édition et de publication de l'ouvrage : 20 avril 2027.